

## **RAPPORT D'ORIENTATION 2017**

*Présenté par Jacques Lemerrier, Président*

### **Introduction**

**I- Le désarroi idéologique français, p 2**

Le nihilisme de la social-démocratie, p 3

L'heure de la décompo-recomposition politique, p 5

**II- L'écologisation en marche, p 8**

Le paradoxe de l'écologie politique, p 9

Y a-t-il un chemin pour une social-écologie ? , p 11

**III- (Ré) inventer un cadre émancipateur pour le XXI ème siècle, p 15**

Du Proudhon chez Macron ?, p 17

Rouvrir *les Possibles*, p 19

### **Conclusion (provisoire)**

*« Le hasard ne prend figure que lorsque nous renonçons à comprendre et à vouloir »*

Maurice Merleau-Ponty\*

Le désengagement de la nouvelle administration américaine de l'Accord de Paris (COP 21) montre, si besoin était, que rien n'est définitivement acquis en matière de transition écologique à l'échelle de la planète. Le bénéfice que le nouveau Président américain en espère en termes de plus-value économique nous renvoie finalement aux théories critiques de Pierre-Joseph Proudhon sur la propriété où ce dernier énumérait dès 1840, dans son fameux *Qu'est-ce que la propriété ?* les principales sources d'injustices, sociales, spatiales et environnementales qui n'auraient fait que se déplacer aujourd'hui.

Si la COP 21 a posé un cadre fondamental, la mise en œuvre de l'Accord de Paris a du retard à l'allumage. Le bilan des COP 22 de Marrakech et 23 de Bonn, n'est pas transcendant, qui a surtout mis en exergue le décalage entre le volontarisme pratique des sociétés civiles, des collectivités, des entreprises et celui des Etats en matière de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. Pas d'annonces significatives concrètes en termes de contribution des Etats, de politiques publiques, ni d'annonces de financements et autres plans d'investissements majeurs. Mais 2018 devrait sonner l'heure de vérité à la faveur de la COP 24 censée faire le point.

En France, la dernière période a mis en relief la procrastination des décideurs politiques dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres (travail, démocratie sociale, école, formation, santé, financement de l'économie numérique, fiscalité, etc.).

L'élection présidentielle a surtout signé le dépérissement du politique après des années et des années de stratégies narcissiques menées par les partis traditionnels. La campagne électorale a révélé les coups de mou de nos institutions, mais aussi traduit la grande fatigue démocratique des Français. La plupart des études depuis la fin 2016 montrent une contestation de la valeur de notre régime démocratique chez nos concitoyens, présente aussi bien à gauche, que très à gauche, comme et surtout à droite. De sorte que l'on fut à peine surpris de constater que l'autoritarisme n'était pas une valeur morte. Il se nourrit comme à l'accoutumée de nostalgies mais aussi et avant tout des déceptions vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie politique. La recherche d'alternatives à la démocratie chez nos concitoyens est réelle, même si elle est complexe et ambiguë, au profit, c'est selon, d'un gouvernement de technocrates, d'un système participatif, type conseilisme du mouvement révolutionnaire du XXème siècle, ou encore d'un régime de césarisme. Le fait est que le monde lui-même est moins démocratique qu'il y a 12 ou 20 ans. C'est particulièrement vrai dans les économies émergentes ou dans notre monde occidental.

Force est de constater que l'élection d'Emmanuel Macron, qui a réussi à capter le désir de renouveau des Français, si elle ne suffira pas, à elle seule, à changer durablement le sentiment des Français, dégage cependant un horizon des possibles que personne n'entrevoitait un an auparavant. Qui donne à penser que l'idée d'une transformation de la société n'est peut-être pas morte, le traitement de ses déséquilibres pas complètement impossible. Comme si aussi une confiance collective envers la France était en train de revenir. Mais les Français jugeront surtout l'action du gouvernement et de la nouvelle majorité présidentielle à l'aune des résultats sur leur propre situation personnelle, en termes de travail et d'emploi.

## I- **Le désarroi idéologique français**

Au plan politique, la dernière période a offert une formidable opportunité pour la gauche française et singulièrement pour les socialistes - pour la social-démocratie européenne globalement - (plus marginalement pour la droite et le centre), de se régénérer par l'écologie. Tout en ne désertant pas le social. C'est-à-dire aussi en ne se satisfaisant pas par exemple de l'idée reçue que la dégradation des conditions de travail s'expliquerait majoritairement par une pression psychologique accrue, alors qu'elle semble bien davantage le fruit du nouveau productivisme qui a présidé depuis une vingtaine d'années à la réorganisation des entreprises et à la désorganisation du travail.

Des économistes ont d'ailleurs démontré que, loin d'être une « fatalité économique », cette situation constitue plutôt une aberration économique. Sans doute, et c'est une banalité de l'affirmer, que la problématique de l'emploi n'a pas peu contribué depuis quelques années à occulter celle du travail et des conditions dans lesquelles il s'effectue. Ce qui peut paraître aberrant tant la dégradation des conditions de travail a un coût pour la collectivité mais aussi pour les entreprises elles-mêmes.

Cette période aurait pu permettre à la gauche de gouvernement de revenir plus largement sur ce qui a pu être perçue comme une reddition face à l'économisme et rompre avec sa vision « pan-économique » du monde.

Sauf que sur ce registre, la gauche n'a pas vraiment travaillé ces quinze dernières années. Les débats n'auront guère progressé sur une éventuelle alternative entre la poursuite du développement d'une société capitaliste telle que nous la connaissons et une société fondée sur d'autres critères d'évaluation que le seul P.I.B. Les « modèles » restent à inventer autour de la notion de *travail soutenable* (dans de nouvelles formes contractuelles, dans de nouveaux modes relationnels) et la reconversion écologique (qualité du travail, des produits, respect des normes internationales sociales et environnementales) à engager.

Le fait est qu'elle n'a pas su saisir complètement cette opportunité et faire sienne l'urgence écologique.

Sans doute que plus généralement la gauche n'était pas suffisamment préparée au monde tel qu'il est.

Aujourd'hui, elle est éclatée en autant de gauches qui paraissent toutes plus azimutées les unes que les autres. Leur tâche est on ne peut plus compliquée en cette rentrée d'automne : il n'est plus temps de trouver des « marqueurs » de gauche, il s'agit pour elles de refonder leur projet, redessiner leurs alliances et redéfinir leur vision du monde.

### **Le nihilisme de la social-démocratie**

C'est le paradoxe : le parti dominant à gauche jusqu'à il n'y a pas si longtemps, le PS, parle le Vert depuis 1981 et s'est converti aux enjeux écologiques dès 1989 avec ce nouveau paradigme qu'est le "*développement durable*" (1) qui, sans remettre alors en question la croissance économique, postulait la promotion conjointe de l'équité sociale et du respect des systèmes naturels. Le concept de développement durable intégrera les textes officiels du PS dès 1991. Peu à peu, un renversement s'opère et la croissance devient même la condition de la protection de l'environnement considérée alors uniquement comme un coût.

Mais au final, le PS n'a pas su faire la différence, se faisant même damer le pion par un Parti de Gauche (PG) plus fraîchement « converti » à la fin des années 2000 (2). Sans doute que ce virage fut réalisé trop en catimini, sans y mettre le contenu nécessaire et sans donner à voir le nouveau projet de société qu'il impliquait. Donnant au final le sentiment de traduire un rafistolage idéologique presque honteux. Un fait illustratif : lors du congrès de Poitiers du PS en 2015, l'enjeu de la social-écologie n'a du reste fait l'objet que d'une modeste « contribution thématique » : « *Social-écologie, démocratie : en avant !* »

Un an plus tard, à l'issue de la COP 21, le PS a été infichu de capitaliser sur le succès français de l'*Accord de Paris*. A se demander si la *social-écologie* ne lui a pas glissé des mains comme la truite de Levinas.

Moyennant quoi, les socialistes arrivent à la fin de l'été 2017 au milieu du chemin des supplices.

A droite, Alain Juppé, l'un des rares dirigeants de premier plan à s'être converti depuis plusieurs années aux enjeux écologistes, n'aura tout simplement pas réussi à passer le cap de la Primaire, malgré les augures.

Une certitude dans cette séquence : le système des primaires mis en place à gauche et à droite s'est révélé comme un cataplasme démocratique qui n'aura fait qu'empirer le mal qui rongeaient les partis traditionnels. Il n'aura pu empêcher le surgissement d'une gauche cannibale, totalement disloquée, au point qu'il faut dorénavant évoquer plutôt « les gauches » tant elle est devenue diverse et antagonique. Il aura surtout mis à nu les dégâts d'un nihilisme ravageur touchant le politique. Qui fait penser et dire que la tambouille du voisin sent le bizarre. Ou alors que tout se vaut et que donc rien ne vaut. Il aura fait surgir comme une forme monstrueuse de démocratisme, une « démocratie par excès », l'irruption d'un « chacun pour soi », d'un « c'est moi ou le chaos », « il n'y a qu'une seule voie », « entre moi et le peuple », « avant moi, ça n'existe pas, après moi, ça n'existera plus », ou encore d'un « soumetts-toi, tu n'es rien »...

Nous sommant tous de choisir notre camp.

A gauche, chez certains, cachant mal en réalité un désir de captation de la volonté de démocratie par le seul trône vertueux de « la morale » excluant dans les faits la plus large majorité du peuple de ce « *droit de décider* ». Déclarant l'individu haïssable à qui l'on reproche son égoïsme, sa violence, son incapacité à gérer ses pulsions et ses désirs, sur qui on met sur le dos la montée en puissance du néo-libéralisme, la désagrégation des liens sociaux, et tant qu'à y aller, les dérives fascistes. Et même le réchauffement de la planète...

Les lignes de clivage ont déjoué les étiquettes comme jamais.

En réponse à cet étrange nihilisme de la social-démocratie et son incapacité de se régénérer par l'écologie ou de capter ne serait-ce que l'image de l'écologie politique, nombre de récentes publications ont tenté de repenser « *l'écosophie* ».

Citons, entre autres, les travaux (3) du philosophe français Serge Audier qui note, non sans raison, que les traditions intellectuelles de la gauche ont semblé souvent impuissantes à traiter la question écologique, enferrées qu'elles étaient dans le culte des " forces productives " ou leur vision suspicieuse de cette société écologique qui ne serait que la niche d'un conservatisme traditionaliste ou d'un romantisme réactionnaire.

Ou encore ceux du philosophe italien Emanuele Coccia avec son essai *La vie des Plantes* qui y élabore « *une métaphysique du mélange* », une réflexion métaphysique novatrice sur les plantes et les végétaux. Mais pas que. Trop souvent négligées, y compris par la biologie, les plantes sont considérées par l'auteur comme des objets privilégiés de la pensée, capables d'ouvrir à une philosophie du monde conçu comme mélange, en rénovant profondément les approches écologiques, ontologiques et politiques.

Autant d'hybridations théoriques à la source des nœuds ontologiques contemporains éclairant également les propos de la philosophe française Catherine Larrère (4), quand elle avance sur France Culture en février 2017, très justement, que « *ne pas s'occuper du social, c'est bloquer les solutions environnementales* »...

Un constat manifestement peu partagé par l'allié du PS, EELV, qui ne s'est socialisé d'aucunes manières depuis 2012, et par le PS lui-même, puisque ce dernier n'a pas plus réussi à s'écologiser totalement de son côté...

En réalité, l'enjeu n'est plus de « dépasser » le socialisme, comme l'avait souhaité le 1<sup>er</sup> secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, pour effectuer on ne sait quel Bad Godesberg à la française, il est d'enjamber le modèle social-démocrate (lui-même devenu sinon obsolète, du moins, moins désirable et surtout culturellement difficilement praticable en France) pour changer : de positionnement, d'alliances, de leviers d'action et de rapport avec les électeurs-citoyens.

C'est sans doute conscient aussi de ce nihilisme de la social-démocratie qu'Emmanuel Macron a pu rafler la mise lors de la présidentielle. Il a su poser un diagnostic, n'oubliant pas en cela combien l'art politique est aussi une science des singularités. Il n'a pas caché son engagement pour l'environnement et même s'il a surtout décliné sa pensée par petites touches, il a cependant évoqué « *l'urgence écologique* » dans les premières phrases de son discours au soir du premier tour, dimanche 23 avril.

Aujourd'hui, c'est peu de dire que les cartes sont totalement rebattues.

Obligeant les uns et les autres à réviser, sinon à changer leur grille de lecture, à revoir leurs fondamentaux, à essayer de rattraper leur retard sur le déficit de réflexion partagée ces 15 dernières années. Plus qu'un chamboulement, un choc dont les ondes ont touché jusque dans les rédactions des médias où des réorganisations ont été mises en place cet été.

Ce moment inédit offrira-t-il un nouvel horizon pour que les réformes ne s'engluent pas dans l'ordre existant des choses ? Cela semble être en tous les cas la promesse du nouveau Pt de la République. Sa méthode semble autoriser la possibilité d'une vision autre que simplement gradualiste et progressive du changement politique qui passerait à côté des ruptures et négligerait la capacité créative des affrontements sociaux. De ce point de vue, on peut considérer que cette approche entre en correspondance avec ce que nous nous efforçons de faire valoir au PRé depuis 2010, avec la remise en cause de l'hégémonie d'un modèle de croissance irraisonnée, insoutenable socialement, injustifiable moralement, suicidaire politiquement.

Le résultat des élections peut aussi être vu comme une victoire contre le pessimisme prêté aux français, contre le *déclinisme* avancé par certains essayistes. Il a d'une certaine façon redonné confiance au pays, amenant les uns et les autres à faire fi de certains traits si caractéristiques de la tradition nationale française : un certain penchant pour le schématisme, l'abstraction et le refus des faits, le goût du paradoxe, mais aussi - pourquoi ne pas le reconnaître avec l'historien britannique Sudhir Hazareesingh qui a beaucoup analysé ces dernières années le succès rencontré par ces intellectuels qui se sont alarmés des « *menaces* » pesant sur « *l'identité française* » - le recours souvent systématique à la diabolisation et aux arguments extrêmes et une vision par trop apocalyptique de l'avenir.

### **L'heure de la décompo-recomposition politique**

C'est peu de dire que la campagne électorale et le résultat de la présidentielle ont provoqué un séisme institutionnel avec la sortie dès le premier tour des deux grands partis de Gvt, les mettant quasiment au rebus, mettant la droite KO, laminant le PS et disséminant la gauche pour longtemps.

Le clivage gauche-droite n'a pas disparu pour autant, il a été sévèrement bousculé, nourri des années durant par un confusionnisme idéologique qui a touché l'ensemble des formations traditionnelles, jusqu'à celles qui se revendiquent de la « radicalité », ce qui est différent. Il a juste été momentanément effacé. Il n'a pas davantage été remplacé par un clivage conservateurs-progressistes qui rendrait mieux compte de la complexité des temps présents. Comme s'il n'y avait pas aujourd'hui des conservateurs et des progressistes à droite et à gauche !

Une chose est de vouloir le dépasser, mais le fait est qu'il y a des chances qu'il revienne et perdure. Le succès en termes de participation de la primaire de droite en atteste clairement.

Cette opposition entre conservateurs et progressistes est en réalité une vieille affaire. A l'instar du XIX<sup>e</sup> siècle, avec le « parti de l'ordre » et le « parti du mouvement », ce genre d'oppositions, pour commodes qu'elles puissent être, relèvent surtout d'un simplisme qui les rendent inopérantes au-delà du slogan électoral. Et là, où ça se corse, c'est quand les « conservateurs » en question ne se soucient pas de conserver les mêmes choses à droite et à gauche et que ce n'est pas forcément du même progrès dont il est question à droite et à gauche, même s'il existe des zones de recouvrement. La défense des « acquis sociaux » par exemple n'a pas grand-chose à voir avec la défense de la famille traditionnelle et la levée des entraves à la concurrence n'est pas forcément le premier souci de ceux qui visent à renouveler la participation démocratique ! On voit bien qu'il y a des conservations qui ressemblent à des progrès et dans l'autre sens, de supposés progrès qui tiennent plus d'un « bougisme » stérile, quand il n'est pas toxique. La question est un peu plus complexe.

L'intéressant est de constater a posteriori que le résultat d'Emmanuel Macron, très improbable il y a encore un an, ne vient pas de nulle part. Selon le spécialiste en opinions Jérôme Fourquet et le démographe historien Hervé Le Bras qui l'ont analysé (5), il s'expliquerait par une logique arithmétique et géographique imparable : en additionnant les scores et les cartes de F Bayrou en 2012 (9,4%) et la moitié de ceux de F Hollande (28,4%), on obtient le vote Macron du premier tour. Seules exceptions significatives : le département de F Hollande et celui de F Fillon.

Le changement majeur de cette élection avancent-ils, c'est aussi « *le dépassement du vote de classe par un vote d'horizon* ». Le second tour ayant montré que les Français se sont décidés en fonction de la vision du futur de notre pays, grosso modo, entre une France ouverte ou fermée. Entre une France optimiste (malgré les réelles difficultés) et pessimiste. Le débat n'est pas nouveau (depuis la création du Marché commun, le traité de Maastricht ou le traité constitutionnel de 2005), sauf que les deux oppositions cheminaient indépendamment l'une de l'autre jusqu'à maintenant, les partisans de l'ouverture ou de la fermeture se retrouvant dans la gauche et la droite institutionnelles.

L'autre élément d'explication qui relativise la première analyse des résultats des élections sur l'opposition entre les grandes villes et le reste du pays, est que cette élection ne s'est pas seulement jouée entre « *la France qui va bien* » et « *la France qui va mal* ». Fourquet et Le Bras analysent que s'il est vrai que plus on est riche et urbain, plus on a voté Macron et que plus on était dans des zones à commerces et activités faibles, voire quasi inexistantes, plus on a voté Le Pen, il est tout aussi vrai de constater que même dans des territoires qui lui étaient

a priori peu favorables, voire défavorables, le candidat d'En Marche a obtenu « *un matelas de 15 à 20 %* ». Pas seulement cela, mais aussi que dans les bassins d'emploi plus dynamiques, les ouvriers ont autant voté E Macron que M Le Pen. Au terme d'une analyse convaincante, ils en viennent à réaliser que si l'on agrège cette France-là à celle des grandes agglomérations, on retombe pile poil sur la carte du vote Macron !

Les élections et leurs résultats ont surtout mis au grand jour le fait que nous sommes effectivement dans un processus de décomposition/recomposition politique qui va obliger son vainqueur, mais aussi tous les autres acteurs politiques. Un processus alimenté depuis des années par un même phénomène au plan idéologique, qui ne fait qu'illustrer un désarroi français qui envahissait chaque jour davantage les esprits lorsqu'il était question de choix ou d'analyse politiques, ce qu'a traduit en partie cette abstention record en 2017.

Chacun est confronté à des réalités nouvelles que ce soit au plan social ou politique. A des fractures différentes de celles qui structuraient à l'origine notre démocratie républicaine.

LR, ex UMP, court après le FN depuis 2007, lui empruntant et ses thématiques et ses mots, tout en tentant en 2016 une OPA sur le terme *républicain* pour le dévoyer, diront certains, à coup sûr pour se sortir de la mouise des affaires et brouiller les cartes à son tour. Tandis que le FN de son côté se pose sans vergogne en défenseur de l'idéal républicain depuis 2012.

Ces embrouillaminis rendent compte d'une forme de déstructuration ou de restructuration de la vie politique française que pas grand monde avait su ou voulu voir. La surprise suscitée par les très bons scores du FN lors de l'élection présidentielle de 2012, qui l'avaient placé en position d'arbitre entre l'UMP et le PS pour le deuxième tour, avait pourtant déjà largement reflété l'écho dans l'opinion publique d'une idéologie recomposée qui n'a pas été perçue et analysée comme telle par des adversaires dont les lunettes idéologiques n'ont pas changé depuis plus de trente ans. Depuis, il a progressé sans que quiconque réussisse à analyser la vraie nature du phénomène frontiste et lui oppose de solides arguments. Ce qui a permis à M Le Pen de mener un long travail de sape idéologique et sémantique, vampirisant la République, captant allègrement ses mots et ses symboles. Brouillant les cartes, allant jusqu'à défendre la laïcité, les droits des femmes, ceux des homosexuels et même la communauté juive (sic !) Moyennant quoi, le parti de « la France aux français » est parvenu à subvertir tout un pan de l'héritage républicain, pour nourrir sa conception essentialiste de la communauté nationale. Face aux discours politiques de droite comme de gauche, M Le Pen a fourni à la *vox populi* le « bricolage idéologique » le plus en phase en apparence avec la réalité économique, sociale, politique et culturelle du pays. Le fait que personne ne parvienne à contrer sérieusement son discours ou que ses thématiques soient reprises par les uns et dans une moindre mesure par les autres, est la démonstration du désarmement idéologique de ses concurrents. Et ce n'est pas le débat télévisé de l'entre-deux tours 2017 qui y aura changé quoi que ce soit en profondeur.

Cela n'a rien d'étonnant, à gauche, le PS n'a-t-il pas rendu les armes idéologiques depuis longtemps déjà ? Depuis 2002 ? Le fait est qu'il n'a jamais si peu travaillé sur ses idées que pendant toute cette période où il a gagné toutes les élections intermédiaires, se lovant dans une paresse intellectuelle qui l'a amené à mal nommer les choses et à sous-estimer les maux de la société comme les siens. Par paresse, mais aussi par moments, par inconstance ou calcul. Le PS sous l'influence des « hollandais » a bien songé à se transformer en un parti démocrate à l'américaine, mais a dû remiser cette idée.

Son désarroi actuel n'est finalement pas très surprenant : il vient au bout de cinq ans de crises de nerfs politiques et sociales qui n'auront même pas permis de procéder à la nécessaire clarification idéologique dont ce parti a besoin, y compris en matière de doctrine économique.

Au point où l'on pourrait se demander si les formations politiques traditionnelles n'auraient pas intérêt à déconstruire pour tout reconstruire. Certaines ont déjà commencé : La FI, plus que la violence de ton et la brutalité du verbe de son leader, n'a-t-elle pas aussi adopté un clivage substitutif au clivage droite-gauche, celui entre le « peuple » et « l'oligarchie » ? Avec la création d'un bouc émissaire, l'Allemagne ? Et une stratégie électorale qui l'a conduit jusqu'à prôner l'abstention dans des duels PS-FN au second tour ?

Les outils ont manqué et manquent encore pour s'orienter dans ce labyrinthe de contradictions. Chacun perd ses repères et on a vu combien journalistes, intellectuels et politiques des partis traditionnels éprouvaient des

difficultés à construire une analyse et un discours cohérent sans devoir faire abstraction du réel. D'où ce sentiment que nous avons eu parfois que certains nageaient en pleine confusion idéologique.

Or cette réalité, qu'elle soit politique ou «sociétale», c'est par l'analyse historique et politique des idéologies en présence qu'il convient de l'aborder au lendemain des élections présidentielle et législatives.

Une chose est sûre, c'est que l'élection d'Emmanuel Macron qui est tout à la fois le produit et l'accélérateur de l'éclatement de notre système politique en force la nécessité et oblige tout le monde à se (re)mettre au travail. D'une certaine façon, grâce ou à cause de sa campagne, les thèmes abordés et la façon dont il les a traités, comme au *Big bang* qui s'en est suivi, cette déconstruction est déjà en marche.

Que nous options par exemple pour une transformation radicale de la vie en société selon le modèle de la diversité qui souhaite à l'image du libéralisme américain développer des libertés non pas tant individuelles que de types communautaristes ou que nous souhaitons défendre l'idéal républicain qui fut à l'origine de notre démocratie et de notre système politique, il convient de se donner les moyens de s'orienter dans ce labyrinthe d'idéologies en présence, souvent contradictoires, et auxquelles chacun se trouve confronté à gauche comme à droite. En surmontant l'incapacité des partis traditionnels à comprendre quelles sont les nouvelles divisions sociales, économiques et culturelles qui fracturent notre pays. En s'instruisant de la campagne électorale passée, en ne mettant plus sous le tapis le trouble de nombre de Français qui a surgit quant à la gélification du « logiciel républicain », à l'éthérisation de nos valeurs fondatrices dont ils ne comprennent pas que nos dirigeants politiques se contentent de les déclamer de temps à autre, sans les faire vivre réellement, ou alors en les secondarisant. En accompagnant la mutation en cours de la démocratie, la demande d'horizontalité et de débat, d'appropriation des enjeux des questions politiques essentielles.

Non sans se réconcilier dans le même temps avec la langue, le bon usage des mots, la philologie la plus élémentaire, pour savoir nommer les choses, afin d'éviter de propager plus longtemps les approximations, les déplacements de sens, les erreurs d'analyse ou leur instrumentalisation idéologique.

On savait déjà de moins en moins mettre à distance les évidences et les préjugés (prégnants jusque dans les milieux dits critiques). On ne faisait déjà plus l'effort de s'approprier les ressources pourtant disponibles en philosophie (celle du XXe siècle, particulièrement chez Ludwig Wittgenstein, mais aussi celle du XXIe siècle) ou sciences sociales contemporaines. Par facilité, par flemme ou par manque de courage, on renonçait à « penser par soi-même », individuellement et coopérativement. Les écueils langagiers se multiplient comme les erreurs de raisonnement. Comme l'écriture inclusive, l'abréviation numérique ostrogothesque et le prédicat. On peine à trouver le verbe d'avant le carême de la langue. On croit trouver derrière chaque substantif une substance ou une essence. On préfère aller au plus simple en méprisant les cas particuliers. On se vautre dans l'essentialisme, on se laisse tenter par la généralisation hâtive et abusive, véritable porte ouverte aux manichéismes concurrents les plus divers.

Il ne s'agit pas ici seulement de résister à « l'anglo-saxonisation » des mots qui conduit bien souvent à « l'anglo-saxonisation » de la pensée. L'enjeu est plus capital : non seulement pour penser librement, pour qu'il n'y ait aucune réalité qui soit un objet inaccessible à la critique, mais aussi pour la compréhension du monde. Encore faudra-t-il que les français et les « élites » retrouvent le goût pour des débats d'idées qui ne se réduisent pas à de pures polémiques égocentrées où personne n'entend personne, encore moins les arguments éventuellement déployés.

N'oublions pas l'avertissement de Camus : "*Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde.*"

Cela peut constituer un axe de travail pédagogique pour le PRé.

## II- L'écologisation en marche

La vampirisation des ressources naturelles encore trop sous-questionnée par les experts depuis le rapport Brundtland de 1987 (5), résonne on ne peut plus au cœur de nos sociétés trop largement encore sacrifiées à l'aune de ce qu'il est convenu d'appeler *l'anthropocène* (7).

Si les 11 500 dernières années ont ménagé des conditions de vie relativement stables permettant à l'homme de sauter de la terre labourée du néolithique, *l'âge de la pierre nouvelle*, au sol lunaire, désormais, nous filons vers l'inconnu. Encore que le souci de la préservation de la nature, de son devenir, le souci de la qualité de l'eau et de l'air, des forêts, du littoral et des sous-sols ne date pas seulement de l'ère industrielle. Les Grecs, les Perses, les Romains, les Carthaginois vivaient dans un monde où n'étaient pas totalement absentes la spéculation immobilière, la pollution, l'extinction d'espèces animales, la dénaturation de l'environnement, voire la falsification des produits naturels. Si le terme d'« écologie » est récent, un des premiers mythes, raconté par Virgile, relate déjà la disparition des abeilles.

Si le risque zéro n'existe pas, il peut être sinon maîtrisé, du moins réduit. On voit bien depuis les *Accords de Paris* qui ont engagé une nouvelle dynamique combien l'objectif de maintenir la hausse globale des températures d'ici à la fin du siècle au-dessous de 2°C sera difficile à tenir et semé d'embûches. Sur cette question, la société civile a quasiment avancé plus vite que les Etats ou les entreprises. Encore que l'adhésion des entreprises au processus de la Transition écologique qui relevait, il y a peu encore, plus de la mercatique opportuniste que de l'adhésion réelle, est en train d'avancer. Sans doute aussi parce qu'elles se rendent compte des mutations du système que les changements climatiques provoqueront. Sans compter l'accumulation du capital menacé par la destruction de son environnement naturel. Le foisonnement d'initiatives qui ont accompagné le rendez-vous de Paris puis des deux autres suivants au Maroc et en Allemagne témoignent d'un réel changement d'état d'esprit.

On a encore en tête les ravages du *greenwashing* ces dix dernières années qui a pour le moins réussi à agacer les populations de plus en plus acquises aux enjeux écologiques, mais de plus en plus suspicieuses vis à vis des politiques de communication de certaines entreprises. Le *dieselgate* a illustré ce gros malaise. Les consommateurs et usagers ne demandent pas qu'on en fasse des tonnes, encore moins qu'on les berne, mais qu'on agisse, entreprises comprises. Réellement.

Mais un changement de braquet est en cours. Aujourd'hui, certaines, y compris parmi les plus grosses, sont plus sobres en matière de communication stratégique, et parfois en ont même fait ou envisagent d'en faire un choix rationnel. Les entreprises françaises ne sont pas les moins volontaires : elles semblent globalement se comporter, en matière de responsabilité sociale et environnementale, mieux que leurs homologues américaines ou allemandes par exemple.

Il reste que de gros efforts restent à faire. Notamment en matière de pollution de l'air, d'émission de gaz polluants, qui engage aussi la responsabilité des pouvoirs publics. On s'aperçoit ainsi que la France ne respecte toujours pas la réglementation européenne rejoignant ainsi la Bulgarie, l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne ou le Royaume-Uni...

Malgré Donald Trump, les difficultés et les déceptions liées notamment au manque de contraintes des Accords de Paris, il reste que l'écologisation est en marche et s'impose peu à peu dans chaque pays comme dans les relations internationales. Car la conscience des enjeux a considérablement progressé. C'est en réalité une question devenue nécessaire et vitale. Et malgré les réticences ou le retrait de quelques Etats, la dynamique économique est là qui va suivre. Même aux Etats-Unis. Jusqu'à certains fonds de pension, ou certaines nations qui en sont à se désengager progressivement du charbon ou à annoncer la fermeture de 1 000 mines de charbon et de centaines de centrales à charbon (Chine), non pas pour des raisons de philanthropie écologique ou de pression d'organismes internationaux, ce dont pour la plupart ils n'ont cure, mais bien parce que cela devient rationnel - économique - d'écologiser l'énergie. Certes, ne soyons pas déraisonnablement optimistes, car l'écologisation prendra du temps et aura sans doute à affronter des tentatives de luttes d'arrière-garde. Mais cela n'est rien si l'on veut bien se souvenir que le processus de l'industrialisation s'est déroulé à l'échelle d'un siècle ou deux (sic !)

Le calendrier du traitement de l'urgence ne pourra pas être le même partout, notamment sur ces continents où des centaines de millions de gens ont un mode de vie et de production contrariant les principes écologiques. La démarche doit être pragmatique et exclut toute injonction écologique qui mettrait l'humanité devant une contradiction insurmontable, selon laquelle il faudrait, pour se sauver, arrêter de produire, de la croissance, de la richesse ou tendre vers zéro déchet. Arrêter tout ce qui marche. Autant lui demander d'arrêter de vivre !

Mais dès lors que l'on se place dans la durée, que l'on accepte que ce processus soit programmé, qu'il prenne, selon les cas (agriculture, industrie, etc.), dix, vingt, trente ans, que des jeunes générations arrivent, formées

autrement, que des technologies nouvelles changent la donne, alors presque tout devient soluble. Mais il faut commencer maintenant. Car sans nier qu'une forme d'urgence existe, notamment en matière de changement climatique, si, par définition, une transition s'étale dans le temps, ce temps doit être limité.

En France, on peut penser que sa mise en œuvre et son suivi bénéficieront de l'attention soutenue du nouveau Pt de l'Assemblée Nationale, François de Rugy et de la nouvelle pte de la commission du développement durable, Barbara Pompili, pour aider à maintenir le cap et ne pas se contenter de verdir l'image du nouveau Président. Comme également sur la volonté de Nicolas Hulot, nommé ministre d'Etat, pour préciser les choses, les mettre en musique, avancer des mesures audacieuses, voire novatrices, fixer un horizon. Pour arrimer le pays aux objectifs arrêtés par le quinquennat précédent, mais aussi pour aller au-delà, notamment s'agissant de la consommation de pétrole, gaz, charbon et de la question de la taxe carbone.

Idem sur la question de la rénovation thermique des bâtiments, où l'on ne devrait pas revenir sur l'objectif de 500 000 rénovations par an, mais s'appliquer à le tenir, puisqu'il n'a jamais été tenu jusqu'alors. Ce qui ne serait déjà pas si mal. Côté agriculture et consommation, les projets apparaissent même autrement plus audacieux.

C'est évidemment sur ce registre que le nouveau Gouvernement est attendu : confirmer le cap, fixer des objectifs, dire comment il entend les tenir pour les atteindre réellement et comment on va accompagner concrètement l'ensemble des acteurs de la transition énergétique et écologique.

Mais au-delà de l'évolution de l'Etat et des parties prenantes, le glissement vers un monde énergétique nouveau semble bel et bien lancé. Le passage d'une énergie centralisée à une énergie décentralisée (photovoltaïque, révolution digitale...) s'accompagne d'une implication croissante des acteurs de terrain. Elle a énormément contribué à la prise de conscience du fait que le climat est affaire d'un bien public mondial, plus assurément ce que certains chercheurs appellent un « *bien commun* » qui exigent des règles régissant les actions, les modes d'existence et d'activités des Hommes.

### **Le paradoxe de l'écologie politique**

Le paradoxe est que cette écologisation va de pair avec la perte d'influence de l'écologie politique en France. Il n'y a pas que les courants (anciennement) dominants de la gauche qui ont fait preuve de cécité ou de blocage sur les enjeux écologiques, préférant, pour certains, faire l'économie du social priorisant des mesures exclusivement sociétales (certains observateurs à la critique acerbe ont même traduit cela par « faire l'économie du socialisme »), s'inspirant en cela de la seule vision anglo-saxonne libérale.

Car la grande incompréhension, c'est que les tenants mêmes de l'écologie politique n'ont pas été plus exemplaires. Leur incapacité - en réalité leur réticence - à s'emparer de la question sociale qui a marqué les seize dernières années (pour ne pas dire plus) de l'écologie politique en France a été plus visible que jamais.

Lors du congrès fondateur d'EELV en 2011, on a pu croire un instant à une sorte de processus de social-démocratisation radicalement écologiste qui aurait conduit ses dirigeants à traiter les questions sociales dans le même temps que les questions environnementales, à ne pas les aplatir ou à en nier la complexité. On a même pu croire à un moment à une relance de l'écologie politique, qui allait accepter d'assumer un rôle un peu plus opérationnel que par le passé.

C'est tout le contraire qui s'est passé. Depuis leur sortie anachronique du Gvt Ayrault, jamais les écologistes politiques n'auront été si peu influents. Pas une seule fois ils ne se seront risqués à travailler la question sociale. Pire : Jamais ils n'auront parlé si peu d'écologie et d'environnement que depuis qu'ils se sont mis dans une semi-opposition. Jamais les écologistes politiques n'auront été si peu en phase avec leur électorat que depuis qu'ils ont fantasmé sur le mirage d'un Syriza à la française.

Une autre explication, plus fondamentale, à cette exténuation en France de l'écologie politique, peut être avancée qui tient à son identité et à sa fragilité théorique. On a longtemps cru ou voulu croire que l'écologie n'était ni de droite ni de gauche alors qu'en réalité force est de constater que s'il y a historiquement une écologie « profonde » et une écologie sociale au plan théorique, il y a des écologies de droite et des écologies de gauche, qui articulent différemment, encore aujourd'hui, question écologique et question sociale. Traduisant des compréhensions distinctes de l'imbrication entre mode de production et rapport à la nature. Il y a eu surtout

cette prétention folle, et son lot d'ambiguïtés, théorisé dans les années 90 à vouloir fonder une politique sur l'autorité rigoureuse d'une science.

Aujourd'hui, l'écologie comme « *nouveau paradigme* » est sérieusement interrogée. On peut se demander si ce parti-pris n'a pas rempli à l'époque avant tout une fonction idéologique, afin de fournir un fondement doctrinal propre à ce qui était à l'époque la « troisième gauche » qui n'avait pas d'attaches de classe particulière ? Le noyau identitaire de cette écologie politique est restée le même : l'anti-productivisme et l'anti-étatisme qui se sont révélés aussi problématiques l'un que l'autre, et surtout insuffisants à fonder une politique cohérente. Comme des prothèses psychiques. Un regard critique pourrait ajouter : assez vague pour permettre une critique feutrée de la mondialisation en faisant l'impasse sur la question cruciale de l'appropriation sociale.

Il n'est pas anodin de noter également que cette chute de l'image de l'écologie politique correspond à une perte d'intérêt des électeurs pour des partis dédiés à la seule question écologiste. Car la cruauté de l'histoire, c'est que même sans cette stratégie perdante, il y a fort à parier que la fin de la capacité d'une écologie politique en France devait advenir à court ou moyen terme. Comme la victime paradoxale, malheureuse en quelque sorte, de la pollinisation des enjeux de la transition écologiste.

Le fait est que depuis *le Grenelle de l'Environnement*, l'accord européen sur le climat, la loi sur la Transition écologique et la COP 21, jamais l'urgence climatique et les enjeux de la transition écologique n'ont autant infusé dans la société. Jusqu'aux milieux économiques eux-mêmes.

Ajoutons enfin que le décalage entre d'un côté un appareil militant et la ligne à laquelle il est resté attaché et de l'autre, les attentes de l'électorat, n'a pas peu contribué à la perte de crédibilisation de l'écologie politique en France. Une organisation politique qui s'ingénie à refuser ce qui devrait assurer son succès avec la conviction que sa mission principale est la défense d'une orthodoxie avec laquelle elle ne saurait transiger est quelque chose d'étonnant. Son entêtement à se comporter comme le dernier parti d'avant-garde, estimant que son rôle est plus de guider que d'écouter, prônant une démocratie ouverte et participative, mais se comportant à l'exact opposé, donnant à ses débats internes une violence et une dureté incomparables, n'a pas davantage aidé. Le goût immodéré pour la tactique de ses dirigeants a fini d'enfermer le mouvement dans un confusionnisme idéologique mortifère (Cf. séquence des Régionales 2015).

Enfin, la persistance du double visage de l'appareil, gauchiste et fondamentaliste, n'aura pas peu contribué à une désaffection générale et à l'impasse politique paroxystique de 2017. Miné par un désir commun de pureté, EELV se sera perdue elle-même, devenant le principal fossoyeur de l'écologie politique en France.

Moyennant quoi, l'écolo gît.

L'approche de la problématique écologique par le PRé s'est voulu depuis 2010 subtile, considérant qu'il n'y a pas d'un côté la nature et de l'autre la politique, qu'en réalité, on n'a pas le choix de faire ou de ne pas faire de l'écologie politique, qu'il convient plutôt de se demander ce que la nature, la science et la politique ont à faire ensemble. Ne remisant pas la nécessité d'une transformation sociale. Ce qui nous a amenés par instants à critiquer un certain fondamentalisme écologiste indifférent à la question sociale et, dans le même temps, à considérer que la réduction inverse de l'écologie aux seules souffrances sociales passe à côté de la question désormais essentielle des rapports des sociétés humaines à leur environnement et des limites naturelles relatives qui conditionnent leur capacité de reproduction.

Le philosophe, anthropologue et sociologue des sciences Bruno Latour pointait déjà dans les années 90 : « *Elle croit parler de la Nature, du Système, d'une Totalité hiérarchisée, d'un monde sans l'homme, d'une Science assurée, et c'est justement ces propos trop ordonnés qui la marginalisent, alors que les propos décousus de sa pratique lui permettraient peut être d'accéder enfin à la maturité politique si elles parvenaient à en saisir le sens* » (8).

### **Y a-t-il un chemin pour une social-écologie ?**

Un projet politique pourrait être promu. Quel en est le nom ?

- *Ecologie radicalement social-démocrate* ? Intéressante mais datée (du nom d'une ancienne sensibilité du parti des Verts passée au NPA et dont la plupart sont aujourd'hui dans la nature ou à la FA)
- *Eco-anarchie* ? Supportée actuellement par une ancienne députée écolo défaite lors des dernières législatives, qui entend « *placer l'anarchie comme modèle politique* », entendue chez elle non comme la promotion du désordre, mais au contraire de « *l'ordre* » ... « *sans le pouvoir* » (sic !)
- *Ecologie sociale* ? Théorisée dans les années 60 par l'américain anarchiste Murray Bookchin, rappelons que c'est une théorie d'écologie politique « radicale » basée sur « le communalisme » qui s'oppose au système capitaliste actuel de production et de consommation. Elle vise la mise en place d'une société morale, décentralisée, solidaire, guidée par la raison.  
Cette dénomination vient d'être faite sienne par la fraction gauche-pompe d'EELV. Les mêmes qui ont appelé à voter JLM à la Présidentielle, qui viennent de se soumettre formellement à la FI par le truchement d'une *coopérative politique Ecologie sociale* et des *Ecologistes Insoumis*.  
Elle présente certes l'avantage de l'analogie avec la république sociale de Jaurès, qui nous inspire ici, mais aussi le désagrément en sens inverse de donner à penser que l'on gommerait la dimension République du PRé.
- *Eco-socialisme* ? Préempté par la FI, même si partagé par quelqu'un de différent (mais assez seul) comme le socialiste solitaire Gaétan Gorce. Par ailleurs, si l'on croit en la nécessité de « dépasser » le socialisme, la social-démocratie, le vocable n'est pas forcément ce qu'il y a de plus dynamique aujourd'hui aux yeux des français.
- *Ecologie populaire* ? Déjà usitée et usée par le PCF et une ancienne sensibilité d'EELV (qui regroupait des ex du PC, des anciens socialistes, etc., tombée semble-t-il depuis en désuétude).  
Sans compter que l'adjectivation à tous crins de l'écologie politique montre bien les limites de ce qui fut présenté autrefois comme un nouveau paradigme politique qui, aujourd'hui, à la faveur des dernières élections, a surtout caractérisé des années de calcul, de postures et de renoncements.
- *Ecologie républicaine* ? Le PRé l'a de temps à autre utilisée, mais cette dénomination sonne sans doute trop pompeux, et en dit surtout finalement moins qu'elle n'affiche.
- *Social-écologie* ? Ce projet politique est à l'étude du PRé depuis sa création en 2010 et dans la tête de certains d'entre nous depuis le milieu des années 90. Il présente l'avantage d'être quasi libre de droits idéologiques et disponible, d'autant plus que le PS a raté l'opportunité qui s'offrait à lui de se « dépasser » par elle.
- Quoi d'autre ?

Pour le PRé, la question est celle-ci : l'émergence d'une social-écologie résolument européenne et humaniste dans ses convictions, pourrait-elle prendre le relais et avoir sa place dans la séquence politique inédite qui vient de s'ouvrir ? Permettant de dépasser et l'écologie politique dans une impasse et la social-démocratie en déshérence ?

On sent bien qu'il existe une sensibilité propulsive qui ne demande qu'à s'exprimer, tout en s'adaptant à la nouvelle donne créée par LaREM et sa position centrale sur l'échiquier politique. Une sensibilité qui ferait écho dans le même temps aux aspirations nouvelles de citoyens qui ne veulent plus se contenter de rester interdits entre deux scrutins, qui ressentent encore confusément la nécessité d'un mode de production et de consommation différents, économe en ressources naturelles, moins gourmand en énergie et en matières premières, valorisant une agriculture durable de qualité, soucieux de la question des biotechnologies, de la chimie du végétal, du stockage de l'électricité, prenant en compte la révolution numérique et ses conséquences ; promouvant l'émergence d'un modèle de développement viable qui soit juste et soutenable pour la société et

pour nos territoires, un modèle d'économie verte qui réduise les inégalités, préserve et conserve les ressources naturelles, afin de confronter les conséquences d'un système mondialisé au contexte de l'urgence écologique ; revendiquant la conciliation de la préservation et la gestion des ressources naturelles avec le développement local.

Qui mieux qu'une social-écologie pourrait se soucier de réhabiliter la notion d'usage et de droits d'usage, de résister contre la tentation d'une « *nouvelle enclosure du monde* », d'une appropriation privée tous azimuts de biens qui passaient jusqu'à il n'y a pas si longtemps pour inappropriables, comme l'air, l'eau, le vivant, etc. ?

Soucieuse de mettre au cœur de ses préoccupations toutes les dimensions du développement durable qui ne concernent pas forcément que le reste du monde : lutte contre la pauvreté, la santé et l'hygiène, l'éducation, l'égalité entre les sexes, le travail décent et une certaine croissance économique, des énergies propres accessibles au plus grand nombre, la lutte contre le changement climatique, les villes et bassins de vie durables, la protection de la biodiversité terrestre et marine, la paix et la justice, etc.

Autant de cibles figurant dans les *Objectifs de développement durables* (ODD).

Soucieuse aussi de contribuer modestement à ce que la société et ses représentants comprennent bien l'importance de la sollicitude, l'urgence qu'il y a qu'il y a à prendre soin des uns et des autres, comme de l'environnement, à prendre attention à cette vie humaine ordinaire qui est la nôtre. Car promouvoir une éthique du souci de l'autre, du soin mutuel, du soin des uns des autres, du *care* (8), permet ainsi de veiller au fonctionnement, à l'entretien du monde, en nous conduisant vers ce qui se trouve juste sous nos yeux mais que nous ne voyons souvent pas, par manque d'attention ou d'intérêt.

Dans cette optique, le PRÉ pourrait continuer à s'intéresser à la mise en place d'un ensemble d'outils incitatifs (ou dissuasifs) pour orienter les investissements, la production, la consommation, etc. Comme à faire valoir que la question climatique ou la question des énergies renouvelables ne doit pas occulter les autres urgences environnementales (notamment l'effondrement de la biodiversité) que nous devons relier avec l'habitabilité de la terre par les Hommes eux-mêmes. Quand on veut bien écouter les scientifiques parler des conséquences de la « *sixième extinction* », c'est presque plus terrifiant que le changement climatique...

Toutes ces raisons militent en faveur de la promotion de l'idée d'une social-écologie capable d'affranchir le débat parlementaire sur ces sujets, capable de contribuer à animer le débat politique dans le pays, capable de faire de la pédagogie, de la veille, de pousser à la vigilance, de pousser à l'évaluation des décisions publiques et du rythme de leur mise en œuvre, de pousser au train si nécessaire. Surtout qu'une fois de plus rien n'est définitivement acquis.

En réalité, notre objet reste le même qu'en 2010 : promouvoir une social-écologie opérative et lutter contre tout retour intempestif d'un écolo-scepticisme ou d'un écolo-fatalisme. Les enjeux n'ont pas changé : comment faire en sorte que la transition écologique soit mise au cœur du projet de société par les citoyens eux-mêmes ?

« *Comment faire en sorte de ne pas donner le sentiment de faire subir aux populations une quatrième peine avec une transition écologique qui serait vécue comme une punition ? Alors qu'ils subissent déjà la triple peine avec la peine économique (chômage, précarisation...), politique (inégalité, protection amoindrie...) et morale (le sentiment de désaffiliation, voire d'humiliation).*

*Comment aussi protéger notre pays de ce grand risque qui a pointé son nez ces dernières années : celui de la résignation aux inégalités, à la misère sociale, au durcissement des conditions de vie et de travail notamment des plus pauvres d'entre nous ?* » (Rapport d'orientation du PRÉ 2016).

Les français s'ils veulent bien être confiants, restent inquiets et impatients. Ils ont découvert, effarés, l'an dernier, que l'Allemagne, la première économie de la zone Euro, a des pauvres, et de plus en plus (12,5 millions vivraient sous le seuil de pauvreté). Il n'est certes pas interdit d'espérer avec la nouvelle ère politique qui s'est ouverte, que la fin de cette espèce de légitimation de cette réalité par les contraintes extérieures, la mondialisation, les lois du marché qui font qu'on ne pourrait plus rien faire, cesse : refrain hélas bien connu mais dont rien ne nous dit qu'il ne revienne pas un jour ou l'autre. Souvenons-nous, le temps n'a pas semblé loin pendant la campagne électorale où les chômeurs ont failli être déclarés responsables de leur situation.

La méthode, plus que le projet, plus difficilement saisissable jusqu'à l'été dernier, proposée par le nouveau Pt de la République, semble vouloir faire mentir cette espèce de fatalité. Pragmatique plutôt que dogmatique. Faire ce que j'ai dit ou annoncé. Adeptes des circuits courts en termes d'organisation et de décisions, tout en respectant les institutions et le rythme nécessaire à l'expression démocratique. Mais rejetant toute procrastination. Ce qui est sûr, c'est que les Français, à commencer par les moins favorisés d'entre eux et les classes moyennes, surtout dans les grandes agglomérations et les périphéries urbaines, en ont assez, ils aspirent à être de plain-pied dans leur vie, à ne plus « *remettre l'existence à plus tard* » selon la formule de Baudelaire, reprise par André Gorz dans sa (magnifique) *Lettre à D.*

Devons-nous ajouter, sachant qu'il a été démontré que les inégalités de revenu et de pouvoir jouent un rôle non négligeable dans la question environnementale, l'excès de richesse comme l'extrême pauvreté (par le simple fait que les habitants des pays les plus pauvres sont beaucoup plus dépendants des écosystèmes naturels) étant souvent à coroller avec les dégradations écologiques, que ça devient un enjeu social et écologique primordial ? Un enjeu qui nécessite d'être porté politiquement. Pour lutter contre ces dégradations environnementales et faire face aux catastrophes écologiques, donc sociales (très peu « naturelles »), en France comme dans le reste du monde, la démocratie se révèle en effet comme le moyen le plus actif. Elle est le régime idoine d'un développement durable, à la condition qu'elle soit égalitaire, c'est-à-dire qu'elle contrevienne à la corruption politique engendrée par les inégalités économiques.

C'est pourquoi, il ne suffit plus de penser le lien entre écologie et question sociale, mais de le traduire politiquement pour qu'il soit le plus largement partagé, car le court-termisme symptomatique de nos sociétés tendant à en faire d'irréductibles contraires continue à prévaloir. C'est maintenant que l'Etat, les acteurs économiques et sociaux doivent agir de concert, et si possible en lien avec l'Europe. La social-écologie pourrait porter un formidable message d'espoir : nos sociétés seront plus justes si elles sont plus durables et elles seront plus durables si elles sont plus justes.

Le projet social-écologiste permettrait surtout de gouverner la transition écologique en renouvelant la démocratie, en visant l'efficacité et la justice sociale. Un substrat républicain le renforcerait. Car on sait bien qu'il ne suffit pas de caractériser fortement la République pour que sa fonctionnalité soit éclatante. C'est là tout le défi d'une « nouvelle » écologie soucieuse de la République : redonner de l'esérance, recréer de l'esprit démocratique et réhabiliter l'idéal, développer le caractère délibératif de notre démocratie.

Une approche républicaine de l'écologie pourrait être d'opposer un principe républicain de responsabilité envers la nature, fondé sur une loi générale contraignante en matière de protection du patrimoine naturel et paysager, humain et « non-humain », à un droit libéral de l'environnement fondé sur la casuistique et la proportionnalité entre mesures de protection et coûts économiques.

Un substrat républicain donnerait également à voir la réalité du pouvoir en permettant aux citoyens de s'en approcher au plus près en leur donnant les moyens de ne pas s'en laisser compter par les idées générales.

En considérant dans le même temps une Europe qui ne dessine plus d'avenir et s'est muée ces dernières années en théâtre du renoncement des dirigeants politiques et de désorientations des peuples. Et une France encore minée par un confusionnisme politique (que n'aura pas suffi à effacer la seule élection d'Emmanuel Macron) et par un néo conservatisme qui a effectué ces dix dernières années un *Hold up* d'ampleur sur le patrimoine sémantique de la gauche : « critique », « critique du néolibéralisme », « critique de la finance et des banques », « critique de la mondialisation », « peuple », « République », « justice sociale », « laïcité », « écologie », jusqu'à « démocratie » et « décroissance ». Tout en frappant d'indignité les mots « Etat », « égalité », « solidarité ».

Le fait est que peu à gauche en ont semblé conscients ou ont accepté de le voir, et particulièrement du côté de l'ultra gauche ou encore dans cette « *gauche de la gauche* » qui semble toujours croire avoir la main en matière de critique sociale, alors qu'elle continue de la perdre de puis 2012 au profit du « politiquement incorrect » et d'un *révolutionnarisme* néoconservateur.

Un autre enjeu tient en la nécessaire défense des libertés individuelles. Il n'est que de voir combien les tensions entre les géants de l'Internet et les Etats, en passant par la commission européenne, révèlent, sans doute comme il y a longtemps, que la protection du secret des consciences est aujourd'hui très menacée. Chaque

partie arguant qu'elle agit bien sûr dans le souci des libertés individuelles, mais on voit bien que ce n'est souvent qu'un argument de pure façade. La révolution induite par la circulation des données de communication et la numérisation de nos vies privées ont largement entamé l'intégrité de l'espace privé. Un phénomène aggravé par l'Internet qui peut produire le meilleur comme le pire. Les traces laissées par chacune de nos connections électroniques, l'utilisation des réseaux sociaux, sont autant de portes béantes vers nos univers personnels. Et encouragé par tous les candidats à la *servitude volontaire* qui, associant l'Internet et la Liberté ou considérant qu'ils n'ont « rien à cacher », favorisent de manière inouïe l'accès des GAFAs, pour des raisons commerciales, et des Etats, pour des raisons de sécurité, à nos pensées, à nos envies, à nos désirs. C'est une atteinte à l'irréductibilité des êtres. C'est la porte ouverte, si ce n'est au façonnage, du moins à tous les contrôles des consciences, à la standardisation des idées et des comportements. La neutralité de l'Internet est une vue de l'esprit. Le Big data est une gigantesque caverne d'Ali Baba dont la valeur dépasse celle de toutes les autres richesses du monde. Les GAFAs sont les premières capitalisations boursières mondiales et le Big Data est devenu le cœur du pouvoir et de la sécurité des Etats. Ceci résonne particulièrement au moment où les études et l'analyse des résultats électoraux semblent nous dire que la « tentation totalitaire » pointerait son nez comme jamais aux Etats-Unis comme en Europe. Y compris en France où une demande d'autorité s'est confirmée lors des dernières élections.

La question pour le PRé est de savoir comment assurer la coexistence d'une conscience individuelle et collective. Car le paradoxe est là qui nous amène à constater que les réseaux sociaux et la révolution des modes de communication attestent et de l'avancée de cette conscience individuelle et d'un recul d'une conscience collective, qui s'exprime, dans le meilleur des cas, au travers de « plates-formes collaboratives » et de « l'interactivité », plutôt que sous les forme d'un projet politique commun. C'est que l'individu est en train de devenir un média à lui tout seul, entremêlant vie privée et vie publique. En même temps qu'il devient, sans vraiment le réaliser, un « produit » en contrepartie de la gratuité d'accès et d'usage qui lui est ménagée.

Au fond, sur cette question, l'enjeu pour le PRé est de contribuer à réhabiliter la conscience collective et le débat public qui restent des armes essentielles de protection des consciences contre toute emprise. Car peut-il y avoir de démocratie sans engagement de tous ? La marchandisation du monde et le chiffrage de nos vies met les hommes et les femmes en équivalence, les rends remplaçables comme individus.

L'enjeu n'a jamais été plus qu'aujourd'hui que dans la nécessité de faire vivre, mieux qu'il n'a été fait depuis 15 ans, la République et son caractère « *indivisible, laïque, démocratique et sociale* ». En promouvant l'humanisme et l'optimisme qui font la grandeur de notre régime.

De ce point de vue, le pendant de la mutation du PRé en un think & do tank serait d'assumer, pas plus ouvertement, mais plus explicitement que nous ne l'avons fait jusqu'à maintenant, la promotion du dessein, du projet politique sur lequel nous travaillons depuis 2010. Un projet social-écologiste pourrait aider à la rénovation de la représentation d'un monde commun à composer. Il pourrait aider à maîtriser ce double impératif d'appui sur une base sociale et de dépassement de l'horizon partisan.

Ce projet passera-t-il par l'émergence d'un courant politique social-écologiste ? Transpartisan ? Ou par sa préemption par la majorité actuelle ? Après tout, il ne faut pas exclure que LaREM, en plein mécano conceptuel, choisisse de l'intégrer pour en faire en tout ou partie son identité ou son propre dessein de demain...

### **III (Ré) inventons un cadre émancipateur renouvelé pour le XXIe siècle**

Ce projet politique peut intéresser aussi bien les héritiers de la première gauche que ceux de la deuxième gauche qui seraient revenus du social-libéralisme ou que les héritiers des solidaristes et tous les autres citoyens qui souhaiteraient inventer une nouvelle voie, auraient la volonté de tirer les conséquences du pourquoi les promesses des Lumières, la paix universelle, l'égalité, l'émancipation, ont globalement échoué. Tout comme celles de la modernité. Sans pour autant se résoudre au monde actuel, régi trop exclusivement par le calcul et l'intérêt économique ou en se morfondant dans le deuil, mais en considérant que l'Homme peut toujours construire son destin pour peu qu'il cesse de croire à de faux dieux ou qu'il cesse de se laisser tenter par l'illusion autocratique.

L'autre enjeu d'une offre nouvelle d'un projet politique articulé sur la transition écologique est d'opportunité diplomatique : en matière de Transition écologique et énergétique, l'occasion est donnée à la France, depuis le retrait des Etats-Unis des Accords de Paris, « d'assumer le leadership d'un *Pacte mondial pour l'environnement* ». Dan Esty, professeur à Yale, ancien conseiller Environnement et Economie verte de Barak Obama, membre du Conseil scientifique du PRé, a développé devant nous cet été tout un plaidoyer dans ce sens. Il n'est pas exclu que le nouveau Pt puisse être celui qui, grâce à une volonté qui ne se contenterait pas de s'afficher, grâce aussi à un concours de circonstances politiques et à un pas de deux significatif avec la Chancelière, pourrait faire revenir l'Europe dans l'Histoire. Le pragmatisme est ici de mise plus qu'ailleurs.

Pourquoi ne pas reprendre, avec ceux des vingt-huit membres qui le souhaiteraient réellement, le projet européen à la base et relancer l'Europe aujourd'hui en friche ? Il est plus que temps d'initier « *une transformation de l'Europe autour d'une vision partagée* » et créer les voies d'une adhésion démocratique. La question posée aux européens est celle-ci : veulent-ils mener à bien ce grand projet politique qu'est la Transition énergétique ? Sont-ils prêts à faire émerger des emplois et des gisements d'activités considérables, comme celui, énorme, de la rénovation thermique des bâtiments, la mobilité verte, l'aménagement du territoire, l'adaptation de notre industrie et de notre agriculture ? Et plus encore : sont-ils prêts, sommes-nous prêts à aller chercher du sens ? A transmettre un « modèle de société soutenable à la génération suivante ?

Plusieurs chantiers sont à mener que nous avons déjà avancés qui permettrait de relancer l'économie, tels celui d'un « *Green new Deal* » qui permettrait de relever les défis de la COP 21. Egalement ceux de la Défense et de la sécurité et de la modernisation industrielle.

En remettant les peuples au centre du projet, en ouvrant l'Europe sur le monde, mais en arrêtant de faire de l'Europe un *openspace* ouvert à tous les vents de la concurrence au nom de la soi-disante liberté du consommateur et de la compétitivité. Surtout quand elle menace en réalité notre agriculture, nos services publics et les politiques publiques favorables à la santé et à l'environnement. Sans réciprocité réelle qui plus est avec ses partenaires. L'Europe ne peut pas être le pays de *OUI-OUI*. Elle ne peut pas accepter davantage de devenir une zone d'écoulement des « substituts de fromage sans lait » sous l'appellation fallacieuse de Mozarella, de Cheddar, de Gruyère et autre Picodons !

Il n'est pas davantage exclu qu'Emmanuel Macron reprenne aussi à son compte l'idée de listes transnationales aux élections européennes qui permettrait à l'envie d'Europe de se déployer. Si l'idée de telles listes est restée longtemps une chimère, rien ne dit que le moment inédit que semble traverser également l'Europe ne l'amène à changer d'avis et à l'autoriser. Certes, il est loin d'être acquis que la commission des affaires constitutionnelles appuie une telle démarche, mais par les temps qui courent, tout peut arriver, le pire comme le mieux ou le meilleur. Si par aventure, l'assemblée plénière donnait son assentiment, tandis que les capitales européennes donnaient leur feu vert, alors tout serait possible pour permettre à l'Europe de se revivifier en se rapprochant des citoyens. Le départ prévisible des 73 députés eurodéputés britanniques pourrait occasionner un appel d'air et favoriser une telle mutation.

Sur la scène internationale, au plan de nos relations diplomatiques, il n'est pas davantage exclu que le Pt étonne son monde en revenant sur le virage globalement néoconservateur amorcé depuis 2007, en agissant pour redonner à la France sa position singulière et se défaire de la doctrine « occidentaliste », « béhachélo-kouchnériste », pour reprendre des expressions de deux anciens ministres des Affaires étrangères (l'un de droite, l'autre de gauche), devenue obsolète et nous ayant conduit à nombre de maladroites. Pourquoi lui serait-il inenvisageable de sortir la France de la fêrule de Washington et de retrouver son rôle traditionnel de « bâtisseur de ponts », de redevenir une force de propositions, que ce soit par exemple à vis-à-vis de la Russie, de l'Iran ou même plus près de nous de l'Algérie ?

Mais il ne suffira pas au Pt Macron et à sa majorité d'être hégémonique et transgressif pour avancer, pour dépasser le système politique actuel, et redonner durablement confiance aux françaises et aux français, tout en suscitant une envie d'Europe.

Ajoutons que si l'idée élyséenne est de créer en France un grand parti démocrate et progressiste qui aille au-delà d'En Marche !, LaREM aura besoin d'éléments et d'alliés singuliers. Quoiqu'il en soit, il y aurait quelque avantage à ne pas se contenter d'une LaREM majoritaire qui n'a nul besoin d'être trop hégémonique.

Laquelle pour l'instant n'a pas vraiment d'assise idéologique, ni de logique militante, repose sur une agrégation de bonnes volontés, de gens qui veulent apporter quelque chose à leur pays. LaREM ultra majoritaire n'a d'autre solution que de se la forger en marchant si elle veut voir loin.

Car d'autres échéances sont à venir et l'histoire politique ne s'arrêtera pas à 2022.

L'hypothèse est d'autant plus envisageable que nous ne sachions pas qu'Emmanuel Macron soit dans la même disposition d'esprit que Jacques Chirac en 2002, lorsque ce dernier s'est contenté de demander gentiment à tout le monde de rentrer chez lui après avoir massivement voté pour lui.

De surcroît, des alliances excluant l'extrême droite et l'extrême gauche anti-européennes pourraient être à terme nécessaires, qui pourraient parler à une bonne partie de l'électorat à l'approche des échéances de 2022.

C'est un fait, les nouveaux députés sont majoritairement, du fait du renouvellement, du rajeunissement, de l'avancée en parité sans précédent, des « novices ». Cela n'est pas pour autant rédhibitoire. La plupart des nouveaux élus ne sont pas « sans expérience » comme on a pu l'entendre et le lire ici et là. Surtout du côté de ceux qui ont tout fait pour résister à la non-rééligibilité des élus, refusant de voir que ce n'est pas tant d'un hyperprésidentialisme dont a souffert la France ces dernières années, mais d'un fossé grandissant entre la « classe politique » et le peuple, dû essentiellement à la professionnalisation de la politique, c'est-à-dire dû à la tendance des politiques à se constituer en caste hermétique qui monopolise tous les pouvoirs et tout accès à ceux-là. On comprend mieux pourquoi l'élection du nouveau Pt de la République qui marque (provisoirement ou durablement, ce sera à voir) la fin de l'entre-soi politique et celle des réformes conçues pour perpétuer l'accaparement du pouvoir des partis constitués, a fait autant de mécontents dans cette même classe politique ! Et nous ne sachons pas par ailleurs que les assemblées qui ont fait avancer la France, en 1789, en 1848, en 1964 n'étaient pareillement composées de « novices » !

L'élection présidentielle de 2017 aura constitué un moment quasiment « révolutionnaire » dans la phase conquête du pouvoir, où les attentes contradictoires de la société ont été saisies et transformées comme jamais, ringardisant au passage les partis politiques traditionnels, avec comme conséquences un chamboulement inouï du paysage politique, un éclatement du bipartisme à la française, une dislocation des partis politiques traditionnels. Emmanuel Macron a fait le choix de proposer le projet de ce qu'il a appelé une « société ouverte », tournant le dos aux œillères de gauche et de droite, promouvant un optimisme des initiatives, de l'entrepreneuriat, donnant le sentiment de comprendre le besoin de protections de la société tout en s'engageant à la faire sortir de la peur devant l'évolution générale et les menaces du monde.

Assorti de la promesse que l'exercice du pouvoir lui-même sera innovant. Ce qui est bien sûr une autre paire de manche. Sans compter que l'exécution est souvent moins aisée à mettre en œuvre que l'annonce des objectifs... Il n'est pas douteux que ce moment a mis en scène l'intelligence, la séduction d'un Emmanuel Macron qui est apparu d'abord comme un Ovni, qui a fini par séduire par cette figure d'Auguste (Octavianus Augustus) qu'il nous a renvoyé (notamment dans son approche des dossiers européens et internationaux) plus que par celle de Jupiter dont on nous rebat les oreilles à longueur d'éditos. Jouant en effet avec dextérité sur la mise en tension.

Bien sûr, en premier lieu, en jouant sur la tension entre droite et gauche. Ne dépassant pas forcément le clivage droite-gauche dans la durée, mais le remisant pour le moins le temps du quinquennat, le temps de mettre en route les réformes qu'il juge nécessaires au pays et de traiter équitablement, nous dit-il, tous les français avec le souci de l'efficacité en ne faisant pas semblant mais les menant à terme. De ce point de vue, l'idée que l'Etat doive intervenir afin de « libérer les énergies », mais sans laisser personne au bord du chemin, si elle devait prospérer, pourrait faire d'E Macron un héritier du Saint Simonisme.

Mais aussi en second lieu, en jouant sur la tension liberté d'entreprendre / protection des salariés, etc.

Cherchant à penser à la fois l'un et l'autre. A sortir des débats binaires et des approches manichéistes.

Son désormais fameux « *et de droite et de gauche* », comme son « *et en même temps* », entrent en résonance avec le « *ou bien ou bien* » de ce penseur de la disjonction qu'est l'auteur du *Prince* disséquant toute situation

ainsi. Loin de célébrer l'immoralisme et le cynisme en politique de la légende, il nous rappelle que c'est aussi une réflexion sur la complexité de la morale dans les affaires politiques, confrontée à l'historicité des choses du monde, qui est proposée par Machiavel. Et qui garde toute son actualité.

Plus près de nous, la référence affichée à Paul Ricœur, ce penseur de la confiance, ce philosophe de l'action, qui a toujours cherché à articuler les contraires (Philosophie et théologie, mémoire et Histoire, etc.) fait tout aussi sens pour saisir le nouveau président.

### **Du Proudhon chez Macron ?**

Quitte à peut-être étonner, il y a de ce point de vue aussi du Proudhon chez Macron. « *L'équilibration des contraires* » (9) ne fut-elle pas déjà chère au socialiste libertaire Pierre-Joseph Proudhon ? Elle sera sans doute plus utile dans les mois qui viennent que la seule logique de « l'harmonie », de « la synthèse » ou de « l'unité » qu'on a tant privilégiée par le passé, à défaut de comprendre et de vouloir.

Ce parti pris pourrait conduire à un « *partage du sensible* », envisageant, le cas échéant, sans l'exclure a priori, un affrontement sur les manières de voir et d'organiser le réel, tout en sachant gérer les convergences quand elles existent ou sont à construire.

Car contrairement à l'entendement commun, c'est aussi cela la démocratie : savoir gérer les dissensus. Après tout, nul besoin d'avoir lu Machiavel et ses *Discours sur la première Décade de Tite-Live*, pour se souvenir que selon les Anciens, la République est fondée sur la discorde, l'agencement pacifique - parce qu'équilibré - de la mécontente. Nos derniers Gvts l'ont trop oublié. Nous savons pourtant que les « bonnes » lois ne naissent pas obligatoirement de législateurs vertueux ou visionnaires, mais également du bon usage des conflits et des humeurs des uns et des autres, oppositions politiques comprises. On oublie trop souvent que la sagesse des Anciens est d'avoir organisé le conflit, orchestré le dissensus. On peut parier que le Président Macron sache s'en inspirer pour veiller à une meilleure santé du corps social, c'est-à-dire à l'équilibre de ses aspirations, de ses humeurs et de ses fureurs, sans nier aucun de ses troubles.

Si la politique est aussi une scène où deviennent visibles des choses qu'autrement on ne verrait pas, alors le sort inégal par exemple qui est fait aux uns et aux autres sous couvert d'égalité, ne peut laisser indifférents.

Certains pensent que l'égalité est un but à atteindre, au sens d'un statut économique ou d'un mode de vie semblable pour tous. Pour nous, elle est une présupposition même de la politique.

La démocratie est le pouvoir de n'importe qui. Ce n'est pas l'idée que le pouvoir doit travailler pour le bien du plus grand nombre mais celle que le plus grand nombre a vocation à s'occuper des affaires communes. L'égalité fondamentale concerne d'abord la capacité de n'importe qui à discuter des affaires de la communauté et à les mettre en œuvre. Ce n'est pas idéaliste que de dire cela, c'est juste faire montre du souci de la justice comme moteur de toute action. Il est évident que de ce point de vue, l'introduction d'une dose de proportionnelle pourrait aider grandement à ce *partage du sensible*.

L'Economie Sociale et Solidaire, entre autres, peut participer à la réinvention d'un cadre émancipateur pour le XXI<sup>ème</sup> siècle. Elle a les facultés pour pleinement y participer et avoir valeur d'exemple, créatrice d'espaces communs, pragmatique et radicale (dans son acception première *prendre les problèmes à la racine*), participant positivement à une *équilibration des contraires*. Elle peut apprendre aux autres composantes de la galaxie social-écologiste européenne : en particulier sur le plan expérimental. Elle peut aussi apprendre des autres composantes : sur les effets de son institutionnalisation dans le capitalisme, par exemple. Et puis, comme les autres, elle a à réinventer au plan pratique et théorique.

Pour se lancer dans cette aventure passionnante et aléatoire, elle doit se débarrasser de préjugés issus de l'histoire, tels que les oppositions routinisées entre réformes et révolution sociale ou pragmatisme et utopie, au profit d'une mise en tension et d'un dialogue entre les deux. Car nous ne sommes pas obligés de sacrifier les urgences du court terme aux moyens et longs termes d'une transformation sociale plus « radicale » au nom d'une religion de « l'avenir meilleur » ; ni sacrifier le plan du moyen et du long terme en étant engloutis dans la religion de l'immédiat propre à ce que l'historien François Hartog (11), spécialiste de la Grèce antique, appelle «

*le présentisme* » contemporain (« un nouveau régime d'historicité » qui stipule qu'il n'y a plus que le présent), qui nous fait perdre nos repères dans le passé comme dans l'avenir.

Cet enjeu est facilité par une demande de nouvelles formes contractuelles, de nouveaux modes relationnels, une organisation du travail qui permette la participation de chacun à la prise de décision dans son travail au quotidien, à la possibilité de l'influencer. Une demande d'autonomie en quelque sorte.

La tâche n'est pas facile, car il convient de ne pas se laisser complètement absorber par l'immédiat et/ou par l'institutionnalisation. Non pas pour préserver une illusoire pureté, mais pour des raisons pragmatiques, afin d'être utiles à tous les acteurs dans le cadre d'une *équibration des contraires* bien comprise. Il est grand temps surtout d'aller du fait à l'idée, en se méfiant des solutions miracles et des avis tranchés qui ne s'embarrassent ni d'histoire ni de géographie. En se départissant de la surestimation de nos valeurs et de nos sentiments souvent grosse de déconvenues surtout dans les relations internationales.

Il nous revient d'éviter de retomber dans les préjugés éculés qui ont encore court : la dénonciation par certains de « la trahison » des idéaux émancipateurs par l'institutionnalisation et la dénonciation par d'autres d'un « purisme » sans conséquences sur le réel. Il faut souhaiter qu'on en finisse avec les procès mortifères en sorcellerie : qui est de gauche, qui ne l'est pas, qui est écologiste, qui est socialiste, qui est de droite, qui est libéral, etc.

N'a-t-on pas à inventer justement un nouveau type de relations que peut permettre ce quinquennat comme aucun autre avant lui depuis 2002, sortant tant des ornières passées que des non-relations qui ont pu se stabiliser au cours du temps ?

Il devient nécessaire de recoudre, interfacer, reconnecter. Faire d'un semis de luttes tribalisées ou de dissidences ghettoïsées un seul archipel. Fabriquer de l'hybride, du transversal, contrer le mitage par le maillage. Rehausser la fraternité au bon niveau. Insuffler du nous dans le *on*, et mettre du notre dans le *ce* (notre pays au lieu du détestable « ce pays »).

En tous les cas, ce projet politique, nous persistons à le vouloir également porteur d'émancipation individuelle et collective.

Le PRé continuera à intégrer des questionnements écologistes dans ses discussions critiques tels que l'éthique de la responsabilité écologique du philosophe Hans Jonas, la philosophie politique de la nature du sociologue Bruno Latour, la sociologie du risque d'Ulrich Beck, ou encore le pragmatisme d'un John Dewey, etc.

### **Rouvrir les Possibles**

Si la fin des partis politiques dédiés exclusivement à l'écologie semble écrite en France, il n'en reste pas moins que la bataille culturelle pour une écologie progressiste (on aurait dit avant : « de gauche »), c'est-à-dire de notre point de vue pour un projet social-écologiste, est encore devant nous.

Le PRé serait fondé à aider à établir une relation opérative entre les divers mouvements de la société civile et la politique institutionnalisée qui reste sinon à faire, du moins à consolider.

On ne peut ignorer que tout un pan de l'écologie se déploie sous forme d'expériences, d'expérimentations locales ou de transformation personnelle. Mais si ces mouvements ponctuels ne s'articulent pas à la politique au niveau national et international, s'ils n'emportent pas la conviction de la majorité et échouent à générer une législation incitatrice, voire contraignante, ils risquent de rester des contre-expériences sans débouchés et d'apparaître comme excluant une grande partie de la population.

Le philosophe Serge Audier en a parfaitement esquissé l'enjeu : produire un autre récit qui montre que, logiquement et historiquement, les luttes pour la liberté et l'égalité se sont articulées à des luttes pour défendre la « nature ». Il rappelle dans son dernier ouvrage que des mouvements émancipateurs ont investi avec cohérence, très tôt, ces enjeux, aussi bien parmi des socialistes, des anarchistes que des libéraux républicains éclairés. Il nous rappelle qu'Alfred Russel Wallace, un savant proche de Darwin, de conviction socialiste, est l'un des premiers grands penseurs de la destruction de la planète par une logique capitaliste. Avant lui, un pionnier du socialisme, notre Charles Fourier, formule dès les années 1820 l'idée que le capitalisme industriel ravage le globe, que la déforestation a un effet catastrophique sur les sols et le climat. D'où le projet de Fourier et de ses

disciples d'une reforestation de la Terre, d'un rapport esthétique à la nature, d'une relation de soin et de valorisation. Sans compter cette tendance qualifiée « d'humanitaire et romantique » par Serge Audier, représentée par George Sand ou Marie d'Agoult, militante républicaine des années 1830-1840.

Il ne tient qu'aux acteurs politiques et sociaux de bonne volonté de retrouver dans ces fragments de pré-écologie progressiste, sociale et féministe, de quoi nourrir encore aujourd'hui une ambition universaliste, à mille lieux de la critique réactionnaire de la modernité.

La ville «verte» qu'il nous revient de promouvoir avec d'autres peut être le lieu même d'une vie démocratique renouvelée. Ne réfutant pas d'emblée les progrès de la science ou la conquête du bien-être universel, mais les inscrivant dans la connaissance et le respect de la nature, donc de l'Homme. Il nous incombe de démontrer qu'un dessein social-écologiste serait aussi le meilleur rempart pour éviter toute nouvelle dérive d'une écologie vers une simple rêverie primitiviste, pire, une pure régression sociale. Il nous revient de continuer à faire valoir qu'il existe une autre voie, qui peut emprunter à des traditions passées ou oubliées (qui ne se résument pas à une vision romantique de l'écologie), mais qui peut aussi s'inventer en marchant, une autre voie que celle qui voudrait pousser la société à s'en remettre au biopouvoir, l'organicisme et l'archaïsme nostalgique...

La transition écologiste ne peut pas ne pas prendre en compte la révolution technologique en cours, elle doit ambitionner aussi de réveiller les vieux désirs d'émancipation de l'Homme qu'on croyait d'un temps dépassé, qui permettent à chacun d'accéder aux ressources et aux opportunités nécessaires pour s'épanouir.

Qui mieux que la social-écologie pourrait aider à promouvoir des outils pour une société plus juste à l'heure où les circuits du travail se complexifient, où l'on peut perdre jusqu'à sa santé, à l'heure d'ajustements mondiaux de l'économie qui semblent inévitables, qui nécessitent d'être encadrés, régulés ? Qui mieux qu'elle pourrait aider à renouveler l'idée d'une société réellement plus solidaire, plus coopérative qui aille au-delà de la simple économie collaborative, en connectant les personnes, les organisations et les idées autour de l'équité, mais aussi de l'ouverture et de la confiance ?

L'enjeu principal de l'idée social-écologiste consisterait ni plus ni moins en la (ré) invention d'un cadre émancipateur renouvelé pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Ce n'est qu'une possibilité historique à notre portée : il n'y a là rien d'inéluctable.

Pour qui est attaché à la pensée critique comme au PRÉ, la première des tâches est d'être capable de poser un diagnostic. Or, on voit bien combien depuis près de 15 ans, les responsables politiques comme également beaucoup d'entre nous les citoyens, ce travail de base s'est heurté à cette tendance de se mentir à soi-même, sur nombre de sujets, qui relèvent de la sphère publique comme de la sphère privée, de notre vision de la France, du monde, comme de nous-mêmes, comme si on voulait avant tout éviter de tirer les conséquences de constats trop perturbants. Peut-être que le moment que nous vivons va nous aider à sortir de notre impuissance politique ? Car c'est bien de cela dont il s'est agi toutes ces dernières années. Peut-être allons-nous enfin sortir des modes d'actions routinisés, sur le mode autoritaire quand il s'agit de l'Etat, comme sur le mode protestataire, quand il s'agit des acteurs sociaux, qui ont fini par perdre de leur efficacité tant ils sont attendus, pour en expérimenter de nouveaux ?

Dans un monde de numérisation générale s'inscrivant nous dit-on dans une logique libertarienne, en réalité d'accaparement qui a permis à des multinationales de se livrer à un holdup up mondial, faisant, sous couvert de gratuité, chacun de nous un pauvre consommateur quand ce n'est pas un produit dont on va jusqu'à revendre les données personnelles, il serait bon de retrouver le sens du mot rébellion.

## **Conclusion (provisoire)**

Les observateurs reconnaissent au nouveau Pt de la République d'avoir su saisir le moment décisif où tout bascule, d'avoir su mobiliser à la faveur de la présidentielle son intuition, son savoir, son diagnostic et son intelligence (que nous pourrions qualifier pour notre part plutôt d'Ulyssienne), d'avoir su au bout de sa marche

forcer la chance dans cette conjoncture présentiste où tous les repères avaient été perdus. Il est vrai qu'il a semblé se montrer plus confiant en sa volonté qu'en son destin.

A l'Élysée, l'homme, qui ne manque pas non plus de perspicacité, semble avoir opté pour une attitude compréhensive qui lui sera utile en cette rentrée d'automne. D'autant que si sa promesse d'une « nouvelle société » a pu séduire, elle a aussi accentué les attentes. Si la France a une chance de sortir de la défiance généralisée, du chemin de l'autodestruction et de cette morosité érigée comme un des beaux-arts par les *déclinistes* de tous poils, il serait stupide de ne pas la tenter. Quoi qu'il en soit, il serait assez étrange de lui reprocher de tenir ses promesses, de se révéler être un homme d'action, de se refuser à faire comme avant : « un pas en avant, deux en arrière et trois de côté ». Ou de lui faire procès de ne pas rechercher la facilité, mais l'efficacité.

Il n'est pas exclu qu'il choisisse d'étonner ses détracteurs en se coltinant la question des inégalités en refusant de se résigner, en refusant d'exhiber la mondialisation pour justifier l'inertie de l'Etat en la matière. D'autant que la France a des atouts : est tout de même moins marquée par cet écart entre les plus riches, dont la fortune ne cesse de s'envoler, y compris pendant et après la crise, et les plus pauvres, en comparaison avec la Grande Bretagne ou les Etats Unis où de surcroît elles augmentent plus vite.

Et s'il créait la surprise lorsque le moment sera venu de faire le bilan de la signature par la France de *l'Agenda Europe 2020* « *Pour une croissance intelligente, durable et inclusive* » ? Assorti d'objectifs de réduction de la pauvreté... S'il entend autant agir que parler à la France et aux Français, cela n'est pas inatteignable.

Au moment où les formations politique traditionnelles, azimutées, ébrillées comme jamais, se replient dans une mesquinerie petite-bourgeoise, sans générosité ni respect pour personne ni pour elles-mêmes, où les uns et les autres semblent ne pas vouloir sortir de l'étroit couloir de leur arrière-boutique et de leur ressentiment, sachons, aux côtés des acteurs politiques, sociaux et économiques, comme des citoyens les plus volontaires, prendre notre part avec lucidité dans cette voie ouverte par le Président de la République, qui n'a pas simplement trouvé la martingale, mais a rouvert la possibilité d'un futur et donc des *possibles*. Et disons-nous que ni lui, ni qui que ce soit mû par le souci de l'intérêt général, ne sont à l'abri de pouvoir relever le défi de l'imagination radicale dans la durée (sic !)

La pensée critique comme la pensée tout court doit pour cela sortir de sa retraite, de ses faux-semblants ou de ses replis. Se départir de la dénégation et des « passions moroses » qui tiennent lieu de certitudes. Ne pas craindre l'impiété. Elle doit commencer par accepter de voir.

Considérons avec Maurice Merleau Ponty que s'il y a une adversité, elle est souvent sans nom, sans intentions, que nous ne pouvons trouver nulle part d'obstacle que nous n'ayons contribué à faire par nos erreurs, nos fautes ou notre complicité, fut-elle passive, que nous ne pouvons limiter nulle part notre pouvoir d'agir.

\**Éloge de la philosophie*, Paris, Ed. Gallimard, 1989

N.B : Ce rapport a été préparé par Dominique Lévêque avec la collaboration de Vincent Berthiot et Stanislas Hubert (2 septembre 2017), puis soumis au CE du 29-09-2017.

- (1) Laurent Fabius, conseillé entre autres par l'écologiste Jean-Paul Besset, fut le premier des responsables socialistes à proposer une nouvelle synthèse entre l'identité historique de la gauche et l'écologie.
- (2) Le Front de Gauche, inspiré par l'historien et philosophe allemand Arno Münster qui s'en rapprocha en 2012 (après être passé un temps par EELV) adoptera par la suite le concept d'Eco-socialisme. Cosignataire du Manifeste Eco-socialiste lors des "Assises de l'Eco-socialisme" organisé par le PG (en déc. 2012), il quittera ensuite le PG, considérant ne pas pouvoir être en accord avec la ligne "souverainiste" et "populiste" de JL Mélenchon.
- (3) Serge Audier, *La société écologique et ses ennemis* (Pour une histoire alternative de l'émancipation), (Ed. La Découverte, mars 2017)
- (4) Catherine Larrère (professeur émérite à l'université de Paris I-Panthéon-Sorbonne, spécialiste de philosophie morale et politique) a publié notamment *Pour une philosophie de l'environnement* (Aubier - collection Alto, 1997).
- (5) *Le puzzle français, un nouveau partage politique*, Hervé Le Bras, Jérôme Fourquet (Ed la Fondation Jean Jaurès / Fondation européenne d'études progressistes, 12-07-2017)

- (6) « *Un programme global de changement* », Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU, présidée par Mme Gro Harlem Brundtland.
- (7) La planète est entrée dans une nouvelle ère géologique, baptisée anthropocène par les scientifiques à la suite du géochimiste et prix Nobel Paul Crutzen (dans un article fameux paru dans la revue *Nature* en 2002). Cette ère est réputée être née il y a deux siècles avec la révolution thermo-industrielle.
- (8) Bruno Latour, *Moderniser ou écologiser ? à la recherche de la "septième" cité*, 'Ecologie & Politique, n°13, 1995).
- (9) Les théories ou philosophies dites « du *care* » (de l'anglais Ethics of Care) trouvent leur origine dans une étude publiée par Carol Gilligan en 1982 aux Etats-Unis. Professeure de philosophie à l'Université Paris I - Panthéon Sorbonne, Sandra Laugier, travaille depuis plus de 17 ans sur cette forme de réalisme « ordinaire » (au sens de « *realistic* ») assez absente des théories sociales et morales contemporaines, qui ont tendance à réduire les activités et les préoccupations du *care* à un souci des faibles ou des victimes, sans véritable enjeu politique. Au contraire, la perspective du *care* est selon elle indissociablement éthique et politique : elle élabore une analyse des relations sociales organisées autour de la dépendance et de la vulnérabilité. Y compris en réplique à la « position originelle » décrite par John Rawls.
- Le *care* a été emprunté à gauche, presque en catimini, par Martine Aubry en 2010 quand elle était aux affaires à Solferino, mais à la va vite, de sorte que l'idée à peine évoquée sur la place publique, a été critiquée tous azimuts et enterrée à la faveur d'une polémique bien française.
- Auteure notamment de *Qu'est-ce que le care ?* (avec Patricia Paperman et Pascale Molinier) (Payot, 2009).
- (10) On a eu l'habitude (à gauche) et plus largement dans le mouvement syndical de caractériser la société émancipée comme un cadre « harmonieux » (selon une expression d'inspiration on ne peut plus religieuse) ou un « dépassement » des contradictions sociales dans une « synthèse » (selon une certaine vision du communisme inspirée de la philosophie dialectique de Hegel). Notre confrontation à la question de la pluralité nous oblige notamment à sortir de cette magie de « la synthèse » pour assumer le fait qu'une série d'« antinomies » (selon le vocabulaire de Proudhon), ne seraient pas résorbées ou dépassées. Proudhon parlait de manière stimulante d'une « équilibration des contraires », ne prétendant pas abolir les contradictions dans une société meilleure. On pourrait presque y voir une source d'inspiration du candidat Macron devenu Président (sic !) « La fédération » constituant par exemple un cadre politique pour une telle « équilibration des contraires » dans une société émancipée.
- (11) François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps* (Le Seuil, 2003) ; le *présentisme* » contemporain stipule qu'il n'y a plus que le présent ; et plus récemment *La Nation, la Religion, l'Avenir : sur les traces d'Ernest Renan* (Gallimard, 2017).